

HALTE AU FEU ET AUX MASSACRES !

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAÉLIENS

Le Hamas et des mouvements de la résistance palestinienne ont lancé une opération d'envergure samedi sur le territoire israélien. Le gouvernement israélien a répondu par des bombardements massifs et par la mise en place d'un siège privant la population palestinienne d'eau, d'électricité et de nourriture.

Les prises d'otages et les attaques contre les civils de part et d'autre sont injustifiables et inacceptables.

Depuis plus de 15 ans, l'État d'Israël exerce un blocus inhumain qui enferme plus de deux millions d'habitants de Gaza. Il commet des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des punitions collectives à l'encontre des Palestiniens de Gaza, entre autres lors d'attaques militaires d'envergure faisant des centaines de victimes, provoquant à chaque fois des destructions considérables.

Depuis des décennies, le gouvernement israélien bafoue le droit international en poursuivant la colonisation et l'occupation, en refusant le droit au retour des réfugiés et le droit à autodétermination du peuple palestinien. Sans réaction ni sanctions de la communauté internationale ! Les attaques des colons dans les villages et les lieux saints (musulmans et chrétiens) se multiplient en toute impunité avec la participation des forces armées israéliennes. Depuis des mois, des ministres suprémacistes justifient ces exactions, multiplient les appels à l'annexion des territoires palestiniens et au meurtre des Palestiniens.

La réaction du gouvernement israélien, qui appelle à une guerre totale, risque de tourner au massacre à Gaza, à Jérusalem, en Cisjordanie et d'embraser la région.

Le Collectif national tient à rappeler ce contexte et à exprimer son extrême inquiétude devant la situation actuelle. Réaffirmant son soutien à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation et la colonisation, il souligne que la résistance d'un peuple sous occupation est légitime, y compris la lutte armée, dans le respect du droit international humanitaire.

Les autorités françaises, européennes et états-uniennes invoquent encore une fois le « *droit d'Israël à se défendre* » en faisant semblant d'ignorer le contexte. On sait que ce terme est interprété par le gouvernement israélien comme un permis de tuer.

Il n'y aura pas de paix sans perspectives politiques, il n'y aura pas de perspectives politiques sans que des sanctions ne soient prises contre Israël pour qu'il mette fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid, et pour qu'il respecte le droit international et les résolutions de l'ONU

Nous demandons aux autorités françaises et européennes de ne pas cautionner mais de s'opposer fermement aux opérations militaires contre la population palestinienne, notamment celles sur la bande de Gaza. Il est plus qu'urgent que des mesures concrètes soient prises pour la protection du peuple palestinien.

Nous appelons au cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations sous l'égide des Nations-Unies.

Nous appelons à un rassemblement à

Grenoble rue Félix Poulat
Vendredi 13 octobre à 18 heures

A l'appel de (premières signatures) :

Association France Palestine Solidarité (AFPS),
Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT Grenoble-Grésivaudan),
Collectif Isérois pour la Palestine,
Fédération Syndicale Unitaire (FSU),
La France Insoumise (LFI),
Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP),
Mouvement de la Paix,
Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA),
Parti Communiste Français (PCF),
Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF),
Solidaires 38,
Solidarité avec les Groupes d'Artisans Palestiniens (SGAP 38),
Union Communiste Libertaire (UCL 38),
Union Juive Française pour la Paix (UJFP 38)